LES

SORÉZIENS DU SIÈCLE

ABADIE (Antoine). — Né à Sarrancolin (H^tes^-Pyr.). — A Tarbes. 1805

ABADIE (Lucien). — A Beaumont-sur-Lèze (H^te^-Garonne). 1869

ABADIE (Raymond). — Né le 6 mai 1862 à Saint-Gaudens. — Caissier de la Société générale à Saint-Gaudens. 1880-1880

ABAT (Théogène-François-Marie). — Né à Ax (Ariège). — Maître de forges à Pamiers. 1814-1818

ABÉLOUS (Louis). — Né le 4 juin 1824 à Bédarieux (Hérault). 1839-1840

ABRAM-JOUGLA (Joseph). — Né à Saint-Paul-de-Fenouillet le 20 décembre 1886. — A l'École. 1900

ABRIAL (André-Joseph), G. O. ✻. — Né à Annonay (Ardèche), le 19 mars 1750. — D'une famille de robe, anoblie sous le premier Empire, avec le titre de comte qui lui fut octroyé. Il fut chargé (1800) d'organiser la République parthénopéenne, et devint ensuite **ministre** de la justice, **sénateur** et pair de France. — Mort à Paris le 14 novembre 1828. 1765-1771

ABRIAL cadet (Louis-Bertrand-Antoine). 1783-1784

ABRIAL (Jean-Pierre-Léon). — Né à Graulhet (Tarn) le 28 décembre 1836. — A La Bressolle, près Graulhet. Membre du Conseil général du Tarn pour

le canton de Lautrec, de juillet 1874 à sa mort. — Élu **député** du Tarn pour la première circonscription de Castres le 23 mars 1884. Réélu en 1889 et en 1894. — Fils respectueux et fidèle de Sorèze dont la sympathie ne s'est pas démentie un seul instant. Universellement connu et estimé, Abrial, député, put donner libre carrière à son dévouement pour toutes les causes justes, sans que jamais, dans ces odieuses polémiques de partis, l'ombre même d'un soupçon vînt ternir cette réputation d'homme intègre. — Décédé en 1894. **1850-1856**

ABRIAL (Raymond). — Né à Graulhet (Tarn). — Propriétaire à Graulhet. **1851-1860**

ABRIAL (Henri). — Né le 11 février 1865. — A Périgueux. **1878-1882**

ABRIAL (François). — Né le 2 février 1868. — Propriétaire à La Bressolle, par Graulhet (Tarn). **1879-1887**

ABZAC (Guy d'). — Né le 20 décembre 1884. — A Paris. **1896-1897**

ABZAC (Gael d'). — Né à Paris en avril 1889. **1896-1897**

ACÉZAT (Omer-Ladislas-Jean-Baptiste-Jacques-Paul). — Né à Prades le 18 juillet 1822. — Avocat, docteur en droit. — Mort le 28 février 1888. **1838-1840**

ACÉZAT (Marcel). — Né à Prades. — Ancien contrôleur des Contributions directes, maire de Catllar (Pyrénées-Orientales) et conseiller d'arrondissement. **1861-1866**

ADARO (Julien-Barthélemy). — Né à Bilbao (Espagne). **1805-1808**

ADER (Jean). — Né le 2 décembre 1866. — Notaire à Paris. **1878-1882**

ADER (Henri). — Né le 24 décembre 1870. — A Auch. **1880-1881**

ADHÉMAR DE CRANSAC (Marie-Victor-Alfred-Gaspard, comte d'). — Né à Toulouse le 21 février 1836. — Mainteneur des Jeux floraux, homme de lettres, membre de la Société archéologique du Midi de la France, propriétaire au château de Ravy, à Lavalette (Haute-Garonne). A publié *Herman* (roman), *Sainte-Beuve, sa critique et son œuvre* (*Correspondant*, 1888), *Initiation de la vie intellectuelle* (*Correspondant*, 1889), *Hérédité* (roman), *Les Fibres secrètes*, roman (*Correspondant*, 1895), *Mirages algériens*, *Le Voyage pratique* (Privat, éditeur, Toulouse). **1849-1850**

ADHÉMAR DE CRANSAC (Marie-Henry-Louis, comte d'). — Né à Toulouse le 28 février 1838. — Entré à l'École polytechnique le 1er novembre 1858, sorti en 1860, capitaine au 18e régiment d'artillerie en 1870, tué à l'ennemi à la bataille

de Gravelotte le 16 août 1870; il fut frappé par un obus en établissant sa batterie dans une position intenable où plusieurs pièces avaient été détruites par l'artillerie prussienne. Esprit très distingué, artiste et poète, officier plein d'avenir, adoré de ses soldats. Victor de Laprade lui a consacré une de ses plus belles poésies (*Morts pour la patrie*), publiée par le *Correspondant*, le 10 juillet 1871. Citons les vers suivants adressés aux combattants tombés sur le champ de bataille :

De mes débiles mains je leur construis un temple.
J'y graverai dans l'or, leur nom et leur cimier;
Et parmi ces vaillants, proposés en exemple,
Noble Henri d'Adhémar, je t'inscris le premier!

1849-1850

ADHEMAR DE CRANSAC (le R. P. Marie-Alfred d'), de la Compagnie de Jésus, licencié en droit. — Né à Toulouse le 28 février 1838, frère jumeau du précédent. — Assista les zouaves pontificaux frappés à la porte Pia le jour de la prise de Rome par les Italiens, le 20 septembre 1870. Fondateur de l'école de l'Immaculée-Conception (le *Caousou*), à Toulouse, qu'il a dirigée pendant vingt-cinq ans. 1849-1850

ADOUE (Paul). — Né à Saint-Gaudens. 1854

AENOU (Vincent-Louis). — Né à Balon (Charente-Inférieure). 1804-1809

AGNIEL (Auguste). — A Montpellier. 1872

AGOPIAN (Lébol). — Né le 29 juin 1875. — A Paris. 1891-1891

AGUIN (Charles-Henri-Louis-Richard d'), baron **DE LAUNAC.** — Né à Toulouse le 13 juillet 1833. — Propriétaire, domaine du Pujol, commune d'Escalquens (Haute-Garonne). En 1870, malgré sa mauvaise santé, et quoiqu'il eût pu invoquer sa qualité de fils aîné de veuve, n'écoutant que son patriotisme, il se fit incorporer[1] « dans l'artillerie, dans l'arrière-ban que l'on mobilisait. Quel soldat montra ponctualité plus rigoureuse ou plus entière indifférence à l'éventualité de périls qui n'eussent atteint que sa personne! Plus récemment, une épidémie, qui décima la population d'Escalquens, vint mettre en lumière sous un autre aspect les mêmes ressources de dévouement; non content de prendre à sa charge les frais de maladie pour des indigents, Richard d'Aguin allait s'établir à leur chevet, prodiguant ses soins aux plus dénués et fermant les yeux à ceux qui mouraient dans l'abandon. » — Mort le 23 septembre 1889. 1846-1851

1. Extrait de la notice nécrologique lue en séance privée de la Société d'agriculture du département de la Haute-Garonne le 15 mars 1890, par M. Charles de Raymond-Cahusac, ancien préfet, membre résidant de cette Société.

AIGOIN (François-Charles). — Né à Sumène (Gard). **1826-1831**

ALAUX (Joseph-Théodore). — Né à Castres le 24 novembre 1817. — Propriétaire à Narbonne. **1832-1836**

ALBA-LASSOURCE. *Voir* **LASSOURCE-ALBA.**

ALBAR (Eugène). — Né à Perpignan. **1815-1819**

ALBE (Louis-Marie). — Né à Marseille. — Fut maire de Marseille. **1807-1814**

ALBE (André-Marie). — Né à Marseille. **1808**

ALBENAS (Léopold-Marie-Prosper d'). — Né à Montpellier le 6 mai 1832. **1848-1850**

ALBÈNE (Gabriel). — Né à Nailloux (Haute-Garonne) en 1804. — Capitaine d'infanterie en retraite. — Mort à Nailloux en 1857. **1817-1824**

ALBERT (Jean). — Né à Bram (Aude). **1813-1817**

ALBERT (Louis). — Né à Villemagne (Aude). **1846-1847**

ALBERT (Alexandre). — Né au château de Labastide, près Chalabre, le 27 avril 1868. — Propriétaire à Lastours (Aude). **1878-1881**

ALBIGÉS (Auguste-Paul-Félix). — Né à Castres. — Négociant à Castres. **1839-1840**

ALBOUY (Henri), ✲. — Né à Revel (Haute-Garonne). **1850-1853**

ALBY (Ernest). — Né à Castres. — Homme de lettres. — Mort en 1866. **1822-1828**

ALBY (François-Antoine). — Né à Marseille. **1823-1828**

ALBY (Philippe-Charles). — Né à Marseille. **1823-1829**

ALBY (Henri-Louis-Édouard), ✲. — Né à Marseille. — Élève de l'École polytechnique; promu en 1831. Ingénieur des ponts et chaussées, en 1847, à Castres. — Mort en 1879. **1823-1831**

ALBY (Jean-Pierre). — Né à Castres. **1828-1832**

ALDÉGUIER (Thérèse-Joseph-Hippolyte d'), O. ✲. — Né à Toulouse le 7 mai 1767. — Nommé sous-lieutenant au régiment d'Enghien-Infanterie, il abandonna la carrière des armes pour la magistrature; il acheta de M. d'Assézat la charge de conseiller au Parlement de Toulouse en avril 1789. Il échappa aux dangers de la Révolution, fut nommé administrateur sous l'Empire et, bientôt après, président de l'administration des hospices de Toulouse. Il devint président de la Cour impériale à Toulouse et refusa de siéger pendant les Cent-Jours, ce qui lui

valut sa nomination à la première présidence après la deuxième Restauration. Le président d'Aldéguier préféra les douceurs d'une vie simple, laborieuse, retirée et consacrée à sa famille, aux exigences d'une représentation pour laquelle lui et les siens se sentaient peu d'attraits; il se borna à reprendre sa présidence, mais ses concitoyens voulant lui donner une preuve de leur estime le choisirent pendant deux fois pour leur représentant à la Chambre des députés, où il siégea jusqu'en 1818. Il donna sa démission, heureux de revenir à ses fonctions judiciaires. Membre du Conseil municipal de Toulouse durant plusieurs années et officier de la Légion d'honneur en 1829. Le président d'Aldéguier était mainteneur de l'Académie des Jeux Floraux. — Il mourut le 7 janvier 1834. **1777-1785**

ALDÉGUIER (Jean-Baptiste-Augustin d'). — Né le 16 février 1768. — Entré à l'École royale militaire de Sorèze en qualité d'élève du roi et comme gentilhomme[1] en 1778. A sa sortie de l'École, il entra, avant la Révolution, comme sous-lieutenant dans le régiment Maréchal de Turenne-Infanterie; inspecteur de la librairie sous l'Empire, homme de lettres, archiviste de l'hôtel de ville de Toulouse sous la Restauration et bibliothécaire de la ville en 1830 jusqu'à sa mort, survenue à Toulouse; auteur de poésies fugitives inédites et d'une histoire de la ville de Toulouse en 4 volumes in-8° (Toulouse, 1823). **1778-1785**

ALDÉGUIER (Eugène-Marie-Gaston d'). — Né à Toulouse le 18 août 1832. — Propriétaire à Montesquieu-sur-le-Canal (Haute-Garonne), membre de la Société d'agriculture. **1850-1855**

ALENGRY (André-Louis). — Né à Cazouls-lès-Béziers (Hérault) le 5 février 1786. — Ancien chef de bataillon et commandant de la garde nationale de l'Aude, élu le 13 mai 1849 **représentant du peuple** à l'Assemblée législative pour le département de l'Aude jusqu'au coup d'État; après le Deux-Décembre, il revint dans l'Hérault, et, le 29 janvier 1852, il fut élu **député** au Corps législatif pour le même département (1852-1860). Le commandant Alengry était membre du Conseil général de l'Aude et maire de Narbonne jusqu'à sa mort survenue le 12 mai 1860. **1796-1801**

ALENGRY (Jean-Pierre). — Né à Marseille. **1796-1800**

1. Extrait du *Nobiliaire du Languedoc*, par Le Brun de Rabot, 1er fascicule (seul paru), 64 pages. 12 juin 1849. — M. A. Morel-Fatio, directeur adjoint à l'École pratique des hautes études, a publié, dans la *Bibliothèque des Universités du Midi*, une nouvelle édition de la fameuse satire de Jovellanos contre la mauvaise éducation de la noblesse espagnole en 1787. On lit dans l'Appendice, fascicule III, Supplément hispanique, page 47 : « Le grand mérite de plusieurs des religieux appelés à diriger l'École royale militaire « de Sorèze attira, à l'époque du Pacte de famille, l'attention du gouvernement espagnol, qui décida d'en- « voyer à cette École quelques élèves pensionnés par leur Roy. »

ALENGRY (Laurent). — Né à Sorèze. **1800**

ALENGRY (Christophe). — Né à Béziers. **1803-1804**

ALENGRY (Charles-Étienne). — Né à Villeneuve-lès-Béziers. **1834-1840**

ALÉSON (Raphaël). — Né à Sotes (Espagne). **1803**

ALIBERT (Henry). — Né à Narbonne le 29 janvier 1868. — Avocat à Albi. **1877-1880**

ALICOT (César). — Né à Montpellier. **1807-1814**

ALLAUX (Jules). — Né le 2 mars 1867. — A Toulouse, place Saint-Pantaléon, 32. **1882-1883**

ALLENS (Jean-Baptiste-Aimé de **CELLERY D'**). — Né au château du Castelet, commune d'Arnave, canton de Tarascon (Ariège) en 1804. — Propriétaire. — Mort au château du Castelet le 17 juin 1867. **1812-1818**

ALLENS (Fortuné-Auguste-Charles-Henry-Dieudonné de **CELLERY D'**). — Né à Foix le 28 août 1831. — Propriétaire à Foix et à Villasavary (Aude). — Mort au château du Castelet, commune d'Arnave, canton de Tarascon, le 31 juillet 1894. **1842-1846**

ALLO (Marcelin de). — Né à La Havane. **1821-1823**

ALLO (Alexis de). — Né à La Havane. **1821-1824**

ALLUT (Pierre). — Né à l'île Saint-Louis. **1820-1822**

ALMASQUÉ (François). — Né à la Havane. — A Barcelone. **1859-1865**

ALMASQUÉ (Antonio). — Né à Barcelone. **1863-1864**

ALMASQUÉ (Albert). — Né à la Havane. — A Barcelone. **1859-1865**

ALPHUNCIN (Gallo). — Né à Logroño (Castille). **1807-1814**

ALQUIÉ (Jean-Jacques). — Né à Perpignan. **1811-1818**

ALQUIER (Guillaume-Émile-Louis-André-Gabriel). — Né à Salles-sur-Lhers (Aude) le 20 juin 1820. **1831-1839**

ALQUIER (Henri). — Né à Salles-sur-l'Hers. **1867-1871**

ALRIC (Henri-Louis). — Né le 15 mars 1873 à Montmaur, près Labastide-d'Anjou (Aude). — Décédé en 1894. **1882-1891**

ALRIC (Jean). — Né le 28 octobre 1875 à Montmaur, par Labastide-d'Anjou (Aude). — Docteur en médecine à Castelnaudary. 1885-1893

ALRIC-BOURGÉS (Marie). — Né à Durfort (Tarn). 1851-1860

ALVAREZ (Joachim). — Né à Madrid. — Domicilié à Villafranca. 1857-1866

AMADOU (Emmanuel). — Né à Cette. — Négociant, rue du Palais, 10. 1854-1866

AMADOU (Gustave). — Né à Cette. — Négociant. 1855-1866

AMADOU (Joseph). — Né à Cette. — Négociant. 1865-1874

AMADOU (Ernest). — Né à Cette. — Domaine de Caillau, par Bessan (Hérault). 1865-1874

AMALRIC (Louis). — Né à Saint-Amans-Soult (Tarn). 1859-1860

AMALYY (Marie-Pierre-Léopold). — Né à Toulouse le 15 avril 1821. — Propriétaire. — Domicilié à Lasbordes, commune de Balma (Haute-Garonne.) 1842-1844

AMAND-BARBEY (Joseph-Gustave). — Né à Naples. 1836-1838

AMANRICH (Gérard), ✻. — Né à Thuir (Pyrénées-Orientales). — Colonel de cavalerie hors cadre, sous-directeur de la cavalerie au ministère de la guerre, à Paris. — Affecté au 17e dragons, à Carcassonne. 1862-1871

AMBERT (Paul). — Né le 7 novembre 1874 à Saint-Chinian (Hérault). 1880-1881

AMEN (Édouard). — Né à Castres. 1820-1824

AMIC (Antoine). — Né à Smyrne. 1798-1801

AMIC (Antoine). — Né à Grasse. 1818-1823

AMIC (Jean-Joseph). — Né à Grasse. 1818-1824

AMIEL (Edmond). — A Alzonne (Aude). 1868

AMIEL (Ernest). — Né le 9 janvier 1867. A Sérignan (Hérault). 1878-1881

AMIGUES (Jacques-Denis-Guillaume). — Né à Perpignan. 1831-1836

AMOUROUX (Louis). — Né à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales). — Docteur en médecine. 1819-1825

AMOUROUX (Joseph). — Né à Perpignan. 1841-1842

AMOUROUX (Jean). — Né à Perpignan. 1841-1842

ANCHORÉNA (Victorio d'). — Né à Buenos-Ayres le 14 janvier 1871. 1889-1891

ANDOQUE (Alban d'). — Né à Béziers. 1857-1860

ANDOQUE (André d'). — Né à Béziers le 22 août 1870. 1881-1889

ANDOQUE DE SERIÈGE (Henri). — Né à Cruzy (Hérault). 1817-1827

ANDOQUE DE SERIÈGE (Alexandre-Louis). — Né à Seriège, près Narbonne. 1827-1831

ANDOQUE DE SERIÈGE (Théodore). — Né à Seriège. 1827-1831

ANDRÉ (Pedro-Étienne). — Né à Perpignan. 1816-1820

ANDRÉ (Joseph). — Né à Perpignan. 1816-1822

ANDRÉ (Albert-François-Gabriel-Joseph d'). — Né à Pézenas (Hérault). 1867

ANDRÉ DU MOLIN (Raymond). — Né à La Besse (Haute-Loire). 1858-1865

ANDRÉOSSY (Antoine-Bernard-Victor, baron), chevalier de Saint-Louis, C. ✻, général de brigade.

De la même famille que le général de division François Andréossy, son cousin et son aîné, Victor Andréossy eut une fortune militaire très honorable, mais sensiblement moins brillante. Né à Ventenac (Aude) le 9 août 1747, il entre le 1er janvier 1766 à l'École du corps royal de génie à Mézières, et en 1783 on le trouve capitaine du génie à Narbonne. En 1790, il fut employé dans le même grade à Collioure et y reçut la croix de Saint-Louis. Resté à l'armée sous la Révolution, il commanda, en 1793, le génie de l'armée des Pyrénées-Orientales sous le général Dagobert, avec le simple grade de chef de bataillon. Grièvement blessé, devant Perpignan, d'un éclat de bombe à l'épaule gauche, il se retira quelque temps de l'armée. Le 6 juin 1798, il fut nommé chef de brigade et commandant en chef du génie à l'armée d'Helvétie et, le 19 octobre 1799, promu général de brigade de son arme sur la demande de Masséna.

En 1803, il était employé au camp de Bruges; en 1805, il commandait le génie du 3e corps de la Grande-Armée. Commandeur de la Légion d'honneur du 14 juin 1808, baron de l'Empire du 1er mai 1809, on le retrouve dans divers corps de la Grande-Armée, toujours dans des emplois de son arme. Il fut l'un

de ces modestes qui rendent sans bruit d'incessants services et qui sont la force réelle des armées. En 1811, déjà âgé de soixante-quatre ans, il fut employé à l'intérieur comme directeur du Comité des fortifications et, le 22 juillet 1814, il fut admis à la retraite à soixante-sept ans d'âge et après quarante-huit années de constant service.

Sa mort est du 14 novembre 1819. [M. S.]

ANDRÉOSSY (Antoine-François, comte), grand-aigle de la Légion d'honneur, grand-chancelier de l'ordre de la Toison d'or, commandeur de la Couronne de Fer, **général de division**, conseiller d'État, **député**, membre de l'Académie des sciences, **ambassadeur** de France à Londres, Vienne et Constantinople.

Né à Castelnaudary le 6 mars 1761, François Andréossy était le descendant de l'ingénieur Andréossy (1633-1688), que l'on peut considérer comme le premier auteur du canal du Midi, car il en avait conçu les plans que Riquet exécuta. Lieutenant d'artillerie en 1781 au régiment d'Auxonne, Andréossy est, en 1795, chef de bataillon à l'armée des Alpes. En 1796, il sert à l'armée d'Italie, sous Bonaparte, et accomplit plusieurs actions d'éclat, notamment au siège de Mantoue le 18 juillet, à la bataille d'Arcole le 14 novembre, et au passage de l'Isonzo le 19 mars 1797. Promu colonel, il est désigné pour aller, avec le général Joubert, porter au Directoire les drapeaux de l'armée d'Italie. Dans les discours prononcés à cette occasion par le ministre de la guerre et le président du Directoire, des éloges flatteurs furent décernés au colonel Andréossy.

François Andréossy.

En Égypte, général de brigade et directeur des équipages de pont, Andréossy se distingue particulièrement au combat de Chebreiss, où il met l'ennemi en fuite, à la tête de quelques centaines de sapeurs du génie, de cavaliers démontés et d'ouvriers militaires mal armés. Chargé de lever la carte du lac Menzaleh, il mène à bien une opération à la fois scientifique et militaire des plus compliquées, ses travaux étant à tout instant interrompus par des combats. Nommé

membre de l'Institut d'Égypte, il fit partie de la classe des mathématiques et lut devant elle de remarquables traités. Il suivit l'expédition de Syrie et rentra en France avec Bonaparte qui, après le 18 brumaire, lui donna le commandement de la place de Mayence avec le grade de général de division.

Directeur général du dépôt de la guerre en 1801, il devient, après le traité d'Amiens, ambassadeur à Londres, et, après la campagne de 1805, ambassadeur à Vienne. Conseiller d'État en 1810, il est chargé, en 1812, de l'ambassade de Constantinople qu'il conserve jusqu'au 13 août 1814. Remplacé par le marquis de Rivière il rentre en France, et pendant les Cent-Jours fait partie de la Chambre des Pairs, qui le nomme, le 22 juin, membre de la commission chargée d'aller négocier avec les chefs des armées alliées.

Laissé d'abord à l'écart par Louis XVIII, il rentra au service actif en 1821 comme directeur-général des subsistances militaires. En 1827, le département de l'Aude l'élut député.

Le 11 septembre 1828, il mourut subitement dans une hôtellerie de Montauban, au cours d'un voyage. — Inhumé à Castelnaudary le 13 septembre 1828.

[M. S.] **1773-1775**

ANDRIEU (Marie-Martin-Antoine), **adjudant général.** — Né à Limoux en 1768, Antoine Andrieu était, en 1791, capitaine au 1er bataillon de volontaires de l'Aude. Le 22 septembre 1793, à la tête de sa seule compagnie, réduite à moins de cent hommes, il s'empare d'une redoute ennemie. Employé comme adjoint aux adjudants généraux en 1795, chef de bataillon le 8 décembre 1797, il devint adjudant général en 1799. Parvenu tout jeune encore, à trente et un ans, à ce grade qui était une désignation aux plus hauts emplois de l'armée, connu pour son énergie, sa bravoure, sa sagesse et son bon sens militaire, il était en droit de prétendre à la plus brillante carrière.

D'ailleurs, le siège de Gênes allait le mettre tout à fait en vue, à la fois comme combattant et comme négociateur. Le 30 avril, le général Ott avait préparé, avec l'amiral Keith, une attaque générale de Gênes par terre et par mer. Les Autrichiens s'y emparèrent de la position dite des Deux-Frères et du fort de Quezzi, et bloquèrent étroitement les forts de Richelieu et du Diamant. Ces positions étant des plus importantes pour la défense, Masséna jugea indispensable de les reconquérir et engagea dans ce but une attaque à fond sur toute la ligne. Toute l'armée vint au feu; une centaine d'hommes seulement fut laissée dans la ville avec le général de brigade Giovani pour maintenir l'ordre. Masséna marcha lui-même à l'assaut du fort de Mezzi à la tête d'un bataillon de la 2e demi-brigade que dirigeait l'adjudant général Andrieu. Il y eut là une mêlée générale acharnée où l'on se battit à la baïonnette et au sabre, les munitions épuisées, et même à

coups de pierres et à coups de crosse quand les baïonnettes et les sabres furent brisés. Après une demi-heure de cet enragé corps à corps, la colonne d'Andrieu finit par rester maîtresse du terrain.

Le général Antoine Marbot, le père des deux Marbot, étant mort, l'adjudant général Andrieu le remplaça comme chef d'état-major. Ce fut à ce titre que, le 30 mai, lorsque la ville et la garnison se trouvèrent réduites aux dernières extrémités, sans vivres et presque sans munitions, vivant depuis plusieurs jours d'un pain épouvantable, encombrées de malades et de blessés, Masséna envoya Andrieu négocier avec l'amiral Keith et les généraux Ott et Saint-Jullien. Une première entrevue eut lieu à Rivarolo entre Andrieu et le général de Saint-Jullien accompagné du colonel de Best et du capitaine de vaisseau de Bevern. Les ennemis exigeaient que l'armée française se rendît prisonnière de guerre; mais Masséna chargea Andrieu de répondre qu'il n'entendait rendre que la place seule et que l'armée partirait avec armes et bagages ou qu'elle se ferait jour à la baïonnette. Ce ne fut que dans la nuit du 3 au 4 juin qu'Andrieu, soutenant énergiquement les conditions de son général, put avoir raison de l'obstination des ennemis. Il sut, dans ces difficiles conférences, parler avec toute la dignité et la fierté qui convenaient après une aussi brillante défense. Reconnaissants des efforts qu'il avait faits et des conditions qu'il avait obtenues pour eux, les habitants de Gênes offrirent à Andrieu un sabre magnifique.

La même année, le 26 septembre, Andrieu se distinguait encore au passage du Mincio. Le 26 décembre, il montrait au combat de Valeggio la plus belle intrépidité : il avait un cheval tué sous lui et, en pleine mêlée, faisait prisonniers de sa main deux grenadiers hongrois.

En 1802, l'adjudant général Andrieu partait, sur l'escadre de l'amiral Villaret, dans l'état-major du général Leclerc, commandant en chef de l'expédition de Saint-Domingue. On sait combien lamentables furent les résultats de cette expédition. Parti avec 35,131 hommes, et en ayant reçu 20,000 de renforts, le général Leclerc périt lui-même avec 37,922 des siens : 21 généraux sur 42, 1,500 officiers, 750 officiers de santé morts de la fièvre jaune, 8,000 marins de la flotte, 2,000 employés militaires, 5,000 hommes de troupe tués au feu et 20,651 emportés par la fièvre. Ce fut pour la France un vrai désastre, mais qui passa inaperçu dans l'éclat du Consulat et l'attente des pompes de l'Empire.

L'adjudant général Andrieu avait été l'une des premières victimes de l'épidémie, et ce ne fut peut-être pas là l'un des plus médiocres éléments du désastre. Cet officier général de trente-quatre ans, déjà vieux de cinq ans dans son grade, fût certainement revenu en France comme général de brigade en titre, et, avec ses belles qualités militaires, sa distinction d'intelligence et de caractère, son glorieux passé, qui sait à quels grands rôles il eût pu prétendre? Sans aucun

doute, il eût été, sinon mieux, l'un des plus brillants divisionnaires de la Grande Armée. Il méritait plus que de mourir obscurément en un lit d'hôpital. [M. S.]

ANDRIEU (Jean-Marie-Alcide). — Né à Mèze (Hérault), le 6 août 1803. — Propriétaire-viticulteur, a créé le domaine de Sainte-Cécile dans les communes de Saint-Thibéry et de Nézignan-l'Évêque (Hérault), et a été longtemps maire de cette dernière commune. — Mort à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), le 2 janvier 1874. **1815-1823**

ANDRIEU (Camille-Numa). — Né à Mèze (Aude) le 29 novembre 1806. — Propriétaire-viticulteur à La Solencière, commune de Saint-Thibéry (Hérault). — Mort le 12 septembre 1880 à Saint-Thibéry. **1816-1824**

ANDRIEU (Amédée). — Né à Nézignan-l'Évêque (Hérault). — Propriétaire à Bessan. **1816-1820**

ANDRIEU (Emmanuel-Jean-Évariste). — Né à Rome le 27 octobre 1815. **1824-1833**

ANDRIEU (Jules). — Né à La Solencière, commune de Saint-Thibéry (Hérault), le 14 juillet 1837. — Propriétaire. — Mort à Portiragnes (Hérault), le 14 novembre 1900. **1849-1856**

ANDRIEU (Marie-François-Georges). — Né à La Solencière, commune de Saint-Thibéry. — Propriétaire du château de Nadaillan, par Saint-Thibéry (Hérault). — Mort le 13 février 1900. **1851-1860**

ANDRIEU (Louis). — Né à Limoux. **1853-1854**

ANDRIEU (Marie-François-Jules). — Né au château de Solencière, à Saint-Thibéry (Hérault), le 16 octobre 1876. — Propriétaire à Nadailhan. **1884-1893**

ANDRIEU-FERRAN (Eugène). — Né à Limoux. **1812-1815**

ANDUZE (Gaston). — Né à Montpellier. **1858-1861**

ANDUZE-FARIS (Jacques-Jean-Antoine), ✻. — Né à Chalabre (Aude), le 14 août 1790. — Fabricant de draps comme son père, maire de Chalabre, membre et doyen du Conseil général de l'Aude, élu **représentant du peuple** le 23 avril 1848 pour le département de l'Aveyron; après le Deux-Décembre, il ne s'occupa plus de politique et consacra tout son temps aux projets de canaux d'irrigation et de port de refuge approuvés par le Conseil général de l'Aude qui lui valurent, le 31 août, la croix de la Légion d'honneur. — Mort à Chalabre le 20 octobre 1872. **1800-1805**

AÑES (Joseph). — Né à La Havane. 1861-1863

AÑES (Joachim). — Né à La Havane. 1861-1863

ANGELET (Alexandre). — Né à La Havane. — A Barcelone. 1862-1866

ANGEVÈRE (Marcel). — Né à Orléans. 1858-1866

ANGLADA (Sylvestre). — Né à Nuevitas (Cuba). — Habite Barcelone. 1861-1865

ANGULO (Emmanuel). — Né à Madrid. 1803-1807

ANOVER (Benoit). — Né à Quistar de Horden. — Domicilié à Quintanard (Espagne). 1814-1817

ANOVER (Joseph). — Né à Quistar de Horden. — Domicilié à Toboso (Castille). 1814-1820

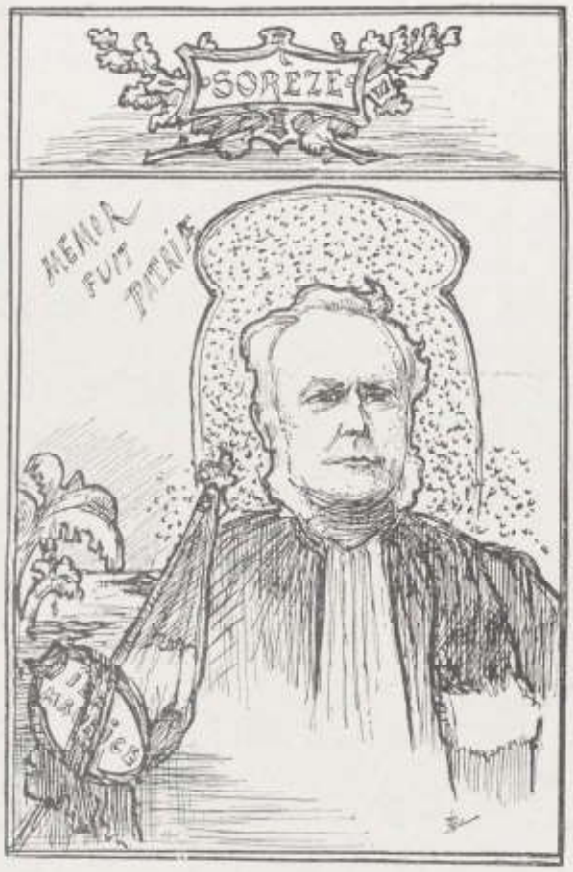
ANTELME (Louis-Alexis-Seïde). — Né à Port-Louis le 10 janvier 1813. 1826-1833

ANTELME CÉLICOURT (Auguste), ✲, commandeur de l'ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges, avocat, président de la Chambre d'agriculture, fondateur et directeur du Crédit foncier, membre du Conseil législatif et du Conseil de gouvernement de l'île Maurice.

Né à l'île Maurice, le 1er janvier 1818, d'une vieille famille de colons français, Antelme Célicourt vint faire ses études en France, d'abord à Sorèze, puis à la Faculté de droit de Paris. En 1840, il rentra dans l'île, débuta à Port-Louis comme avocat, et, bon jurisconsulte, esprit net et droit, travailleur ardent, orateur remarquable, ne tarda pas à se créer au barreau une place des plus importantes. Il l'abandonna pourtant en 1847, et l'abandonna avec éclat à la suite d'une réforme antifrançaise imposée par l'Angleterre.

Lorsque le général Abercombrie débarqua, en 1810, à l'Ile-de-France, à la tête d'une véritable armée, il ne trouva pour lui résister que six cents hommes environ, dont la moitié encore étaient des malades, sous les ordres du général Decaen. Toute lutte était impossible. Le général Decaen n'en disconvint pas, mais il déclara qu'il était prêt à faire sauter Port-Louis et à s'ensevelir sous ses ruines si les Anglais n'acceptaient pas les conditions qu'il dictait. Abercombrie céda devant une si fière énergie et la capitulation la plus honorable pour nos armes fut conclue. Elle portait, entre autres articles, que l'Angleterre « respecterait nos lois, notre religion et nos usages ». Le mot « notre langue » n'y était pas compris, mais on convint qu'il était suffisamment désigné par le terme général « nos usages », et l'Ile-de-France, devenue île Maurice, ne vit changer

en somme que son nom, son drapeau et son gouverneur. La vie y continua la même, aussi française que devant. Mais en 1847 un nouveau gouverneur, plus zélé et plus francophobe, jugea utile d'interdire la langue française comme langue officielle et fit adopter à Londres sa proposition. Il fut décrété qu'à dater de tel jour l'usage de la langue française serait interdit dans toute affaire officielle. Ce jour-là, la Cour suprême tenait une audience de nuit et Antelme Célicourt y plaidait une cause importante. Français et catholique de cœur et de principes, le jeune avocat aimait passionnément sa langue et il voulut lui faire de solennels adieux. Jusqu'à minuit il parla en français, et, quand les douze coups sonnèrent, il s'interrompit, les laissa un à un tomber dans le silence, puis reprit la parole, en anglais cette fois, mais pour faire de la langue française sacrifiée le plus magnifique éloge que jamais orateur en ait fait. La scène fut d'une beauté tragique et eut dans l'île le plus grand retentissement.



Auguste Antelme-Célicourt.

Peu après, Célicourt quitta le barreau et se livra à l'industrie sucrière. Bien vite il prit parmi les propriétaires et les industriels de l'île une place aussi importante qu'avait été sa place au barreau, et, pendant plus d'un demi-siècle, il fut l'homme de toutes les entreprises, de toutes les grandes affaires industrielles, financières et politiques de la colonie. Il fonda et dirigea jusqu'à sa mort le Crédit foncier de l'île Maurice et plusieurs autres sociétés financières. En 1857, il entra au Conseil législatif et en fut l'un des orateurs les plus écoutés et les plus célèbres. Et plus encore que ses grandes qualités d'intelligence, de travail et de savoir, l'intégrité, l'indépendance et la dignité de son caractère contribuèrent au rôle unique qu'il joua dans la politique et les affaires du pays.

Sujet loyal de la reine, il ne cessa pas de rester de cœur profondément Français, et tout ce qui était français et catholique fut toujours assuré de sa sollicitude. Lorsqu'en 1898 le gouvernement français lui envoya la croix de la

Légion d'honneur pour honorer son fidèle attachement à la cause française, la société de l'Alliance française vint lui présenter une adresse de félicitations, et au discours du docteur Clarenc, Célicourt répondit par une magnifique improvisation. Il y constatait que quatre-vingt-dix ans de conquêtes n'avaient pu faire abandonner à une seule famille de race française l'usage de sa langue, et il terminait par cette fière parole : « La race gauloise est réfractaire à l'assimilation aux conquérants ou à son absorption par eux. Ce qui s'est passé au Canada s'est reproduit ici. »

Ce fut le matin du mardi 6 juin 1899 que l'on trouva Antelme Célicourt mort dans son lit, sur sa terre de La-Plaine-Sophie. Ce beau vieillard de quatre-vingt-deux ans s'était éteint sans maladie et sans souffrance. Sa fin fut dans l'île un événement national. Le Conseil législatif et la Cour suprême levèrent leurs séances en signe de deuil, après que plusieurs orateurs eurent parlé dignement du grand défunt, et le gouverneur sir Charles Bruce fit adopter de solennelles obsèques publiques. Le 7 juin, à midi, les édifices publics mirent leurs pavillons en berne, les bureaux et les magasins se fermèrent, la vie des affaires fut suspendue partout en marque de respect, et la population entière vint se ranger autour du cercueil. Le gouverneur sir Bruce, le secrétaire colonial sir Graham, le président du Conseil sir Naz, le chef-juge, le consul de France M. Drouin, le maire de Port-Louis, la Cour suprême, le Conseil, le Barreau, les Chambres d'agriculture et de commerce, les officiers de la garnison, toutes les administrations privées, financières, industrielles ou charitables prirent leur place dans le long cortège, et Mgr O'Neill présida, dans la cathédrale, à la cérémonie religieuse. C'était vraiment un grand Français que Dieu rappelait à lui. [M. S.]. 1829-1836

ANTERRIEU (Auguste). — Né à Sigean (Aude) le 14 mai 1862. — A Gigean. 1873-1880

ANTERRIEU (Jean). — Né à Gigean (Hérault) le 31 mars 1870. 1878-1885

ANTIGNY (Auguste d'). — Né à Montpellier. 1868

ANTONIN (Antoine-Adolphe). — Né le 11 mars 1830 à Montgiscard (Haute-Garonne). — Propriétaire-agriculteur à Auragne (Haute-Garonne). 1842-1848

ANTONIN (Marie-Léon). — Né à Montgiscard (Haute-Garonne) le 12 décembre 1831. — Ancien membre du Conseil d'arrondissement. — Ancien maire, propriétaire à Montgiscard. 1842-1848

AQUARONÉ (Eugène-François-Louis). — Né à Toulon. 1831-1836

ARAGO (Étienne). — Né à Estagel (Pyrénées-Orientales) le 9 février 1802.

Depuis cent ans, les Arago règnent sur le Roussillon.

Étienne Arago naquit à Perpignan le 10 pluviôse an X. Sa famille était originaire d'Estagel; mais son père, récemment nommé procureur général syndic du département des Pyrénées-Orientales et caissier de la Monnaie, était venu se fixer au chef-lieu.

Étienne était le frère dernier venu de François, le mesureur de l'arc du méridien terrestre; de Jean, l'ami de Mina, mort général de l'Indépendance mexicaine; de Jacques, le spirituel auteur du *Voyage autour du Monde* et des *Souvenirs d'un Aveugle*.

Étienne Arago.
(En garde national.)

Étienne vint seul à Sorèze. On le reçut en 1815 et il quitta l'Ecole avec la réputation d'un assez bon élève. Les succès de son frère aîné parurent le décider d'abord à suivre la carrière des sciences, à Paris, comme préparateur de chimie à l'École polytechnique; il ne tarda pas à abandonner fioles et cornues : la littérature l'attirait.

« Il distilla le mélodrame, le vaudeville et la comédie, sans pouvoir en extraire la célébrité », écrit Eugène de Mirecourt. Mais nous savons que sa critique n'était pas tendre pour ses contemporains.

A partir de 1820, on voit le nom d'Arago associé sur les affiches à ceux d'Anicet Bourgeois, Benjamin Antier, Bayard, Dupenty, etc... Il y a bien de l'esprit dépensé dans les quatre-vingts ou cent pièces qui sont nées de ces diverses collaborations. On se souvient encore des *Malheurs d'un joli garçon* (1834), des *Pages de Bassompierre* (1835), des *Mémoires du Diable* (1841), des *Maris vengés*. L'oubli a mis sur le reste ses impitoyables toiles d'araignées.

Tout en dialoguant des scènes de comédie, en semant des deux mains, dans *le Siècle* ou l'ancien *Figaro*, des nouvelles qu'il signait Jules Ferney, Arago était devenu directeur du Vaudeville. 1830 éclate. Le vaudevilliste prend le mousquet et, au dire d'Alexandre Dumas, il devient « la cheville ouvrière du mouvement insurrectionnel ». Il dresse des barricades, arbore le premier la cocarde tricolore et ferme les portes de son théâtre sur ce mot lapidaire : « Messieurs, on ne rira pas au Vaudeville, tandis qu'on pleure dans Paris. »

Après les journées d'avril, Arago se croit compromis, quitte le Vaudeville et passe à l'étranger. Au bout de six semaines, il était rentré en France; il conspire encore et réussit à faire évader ses amis détenus à Sainte-Pélagie. Le gouvernement lui enlève définitivement la direction du Vaudeville (1840).

Le voilà rendu à l'opposition. Il reprend sa plume de polémiste, travaille dans les bureaux du *National* et de *la Réforme,* jusqu'au jour où Février lui permet de s'emparer de la Poste aux lettres (1848). Il est vrai qu'il préserva cet hôtel du pillage et sut maintenir les émeutiers. Voici comment lui-même raconte cette épopée :

« Je craignais la conséquence de toute irruption tumultueuse et, désireux de prévenir les dégâts autant que possible, je montai sur un fauteuil et m'adressant à la foule qui passait : « Citoyens, dis-je, rien dans ce palais n'appartient « désormais à Louis-Philippe; tout revient de droit à la nation : Respect aux « propriétés nationales! »

« Un ouvrier me regarde en riant, et désignant le fauteuil sur lequel j'étais debout : « A la bonne heure, répondit-il, mais commencez par respecter le « damas broché de ce meuble. »

« C'est juste », répliquai-je à cette observation, d'un tapissier, sans doute. Je descendis du fauteuil, je retournai le siège sens dessus dessous et, debout sur la toile moins susceptible, je recommençai à crier : « Respect aux propriétés « nationales! »

On voit par cette anecdote que l'esprit du vaudevilliste ne s'obscurcissait pas à la fumée de la poudre.

Le gouvernement le laissa à la tête de l'hôtel des Postes qu'il avait si bien pris et défendu. Ce n'était que justice, n'est-ce pas? Le choix d'ailleurs ne fut pas malheureux et, maître de l'administration postale, Arago en profita pour introduire d'importantes et utiles réformes.

Le département des Pyrénées-Orientales l'envoya à l'Assemblée constituante, mais son mandat ne lui fut pas continué pour l'Assemblée législative.

Aux journées de Juin, il commande la garde nationale et prend part aux mouvements de la rue. Condamné par contumace, il a la chance de pouvoir gagner la frontière belge. A Bruxelles, il organise une association de secours en faveur des républicains exilés. Le gouvernement français en prend ombrage et le fait chasser de Belgique. Alors, il commence un exode qui tour à tour le mène à Londres, à Amsterdam, à Genève et à Turin.

Pendant son exil, il publie des vers; c'était répondre avec esprit à la dureté des événements et à l'ironie des choses. Il fait paraître : *Spa*, poème en sept chants; *Le Deux-Décembre,* poème en cinq chants; *La Voix de l'Exil.*

Il convient de ne pas oublier de citer, parmi les œuvres nombreuses sorties

de la plume d'Arago, *Les Blancs et les Bleus,* roman historique digne d'être lu après *Les Chouans*, de Balzac, et *Les Blancs et les Bleus,* d'Alexandre Dumas; non plus que *Les Aristocraties* (1847), comédie en cinq actes, représentée au Théâtre Français, et qui montrent toute la verve caustique de cet écrivain.

Revenu en France après la proclamation de l'amnistie (1859), il reprend la plume du journaliste et rédige la critique des théâtres à *l'Avenir national,* de Peyrat. L'Empire tombe et, au 4 septembre 1870, Arago est nommé maire de Paris. Il s'occupe activement des travaux de défense. Le 31 octobre 1870, il est fait prisonnier par les envahisseurs de l'Hôtel de Ville et gardé à vue. Remis en liberté sur la promesse que les élections vont se faire à bref délai, il donne sa démission de maire. Le gouvernement rétabli le nomme commissaire général des monnaies. Le vieux républicain, fidèle à ses principes d'austérité patriotique, refuse cette sinécure rétribuée.

En février 1871, les Pyrénées-Orientales veulent faire de lui un député; il donne sa démission, invoquant son grand âge et ses infirmités.

De retour à Paris, il publie *L'Hôtel de Ville au 4 Septembre,* page d'histoire et plaidoyer *pro domo* où il répond victorieusement à ses ennemis.

Désabusé de la politique, Arago revient aux lettres et aux arts, par le chemin du Luxembourg, et accepte le titre d'inspecteur des beaux-arts, attaché à ce Musée. C'est là, parmi les tableaux qui égayaient ses yeux d'artiste, en plein Quartier-Latin, où il retrouvait ses rêves de jeunesse, que la mort est venue le chercher.

La foule ne s'embarrasse pas des nuances, et sa critique est plutôt radicale et simpliste. Pour elle, Rubens reste le peintre avéré de *La Descente de la Croix,* et nul ne songe à se souvenir que le somptueux peintre d'Anvers fut aussi l'ambassadeur de Philippe IV, qu'il négocia la paix entre l'Angleterre et l'Espagne et fut fait à cette occasion chevalier de l'Éperon d'or. C'est ainsi que, pour nos contemporains, Arago ne fut qu'un vaudevilliste. Notre camarade a protesté lui-même contre cette formule laconique mais injuste. « Je n'ai trouvé, à la suite de mon nom, écrivait-il à Pierre Vidal, bibliothécaire de Perpignan, qui venait de publier un livre sur le Roussillon, que quelques lignes où je suis signalé à mes concitoyens, seulement, ou à peu près seulement, comme vaudevilliste. N'avais-je pas quelques autres titres littéraires? N'en avais-je pas de politiques que vous n'avez point notés? J'ai eu le grand honneur d'être député des Pyrénées-Orientales; j'ai été directeur général des Postes, introducteur en France de la réforme postale de laquelle a bénéficié particulièrement notre département, si éloigné de Paris? N'avais-je pas été maire de Paris, nommé par le peuple et confirmé par le gouvernement de la Défense. Et de ces hautes fonc-

tions où je crois avoir fait quelque bien, je suis parti plus pauvre que lorsqu'on me les a confiées. »

La lecture de cette lettre ne donne-t-elle pas raison au distique de Gauthier :

> Fais ta biographie, et l'envoie aux gazettes,
> Ces choses sont toujours par soi-même mieux faites.

Et ne croyez pas que notre camarade se vante; il fut bien tel qu'il se décrit à M. Pierre Vidal.

Notons, en passant et pour finir, ce résumé moral de l'auteur des Contemporains : « Ce républicain farouche, Arago — farouche pour ceux qui ont vécu avant 1870 et qui n'ont pas vu les hommes qui aujourd'hui sont au pouvoir, — est un des hommes les plus doux et les plus serviables de la France. Incapable de refuser un service, même à son adversaire politique le plus acharné. Nature excellente, caractère honnête, esprit délicat, personne n'a jamais pu le prendre en flagrant délit d'injustice. » Combien de noms, et des meilleurs, qui ne sauraient prétendre à plus belle épitaphe. [F. T.] **1815-1817**

ARAGON (Joseph). — Né à Perpignan. **1817-1821**

ARAGON (Auguste). — Né à Millas. **1817-1824**

ARAGON (Victor), O. ✻. — Né à Millas (Pyrénées-Orientales) le 9 décembre 1806. — Il entra dans la magistrature en 1830, à l'âge de vingt-quatre ans. Successivement substitut au Tribunal de Céret, procureur du roi à Saint-Affrique et à Perpignan, conseiller et président de chambre à la Cour de Montpellier, enfin **premier président** à Chambéry, il donna constamment « l'exemple de la plus irréprochable austérité professionnelle et de la pratique du devoir dans toutes ses manifestations ». Ainsi parlait de lui un magistrat de vieille souche et de grand caractère, le président Goirand de la Baume. La droiture éclairée de son esprit, sa rapide et juste pénétration des hommes et des choses le rendaient particulièrement apte aux fonctions délicates de président d'assises. Il dirigea d'une manière remarquable d'importants débats criminels. Aragon ne fut pas seulement un magistrat éminent, c'était un littérateur délicat et un véritable érudit. Il se plaisait à dire qu'il avait pris le goût passionné des lettres à l'athénée de Sorèze. Membre de nombreuses Sociétés savantes, il en était le collaborateur assidu et très estimé. On lui doit plusieurs monographies d'un vif intérêt et des études remarquables se rattachant à l'histoire du Roussillon. Il fut appelé par deux fois à siéger au Conseil général des Pyrénées-Orientales. Il était officier de la Légion d'honneur.

Il est mort octogénaire, le 11 juin 1886, à Montpellier, où il était venu, à

l'heure de sa retraite, achever sa verte vieillesse au milieu des magistrats de la Cour, sa famille d'élection, qu'il aimait autant qu'il en était aimé. « Il s'est endormi dans la mort, a-t-on dit sur sa tombe, avec la résignation d'un chrétien convaincu d'avoir fait son devoir. » [S. de G.] **1817-1824**

ARAGON (Armand-Charles-François **BANCALIS DE MAUREL**, marquis d'). — Né au château de Saliès (Tarn) le 23 avril 1812. — Charles d'Aragon, doué de la plus brillante intelligence, attirait par sa physionomie ouverte, pleine de bonne grâce, d'amabilité et d'entrain. Il jouissait dans le pays d'Albigeois d'une grande popularité qu'il devait à ses qualités personnelles autant qu'aux traditions laissées par sa famille. Ancien auditeur au Conseil d'État, il fut élu député de l'opposition par les légitimistes et les libéraux en 1846. Sa voiture fut traînée à bras et l'enthousiasme pour son succès se témoigna par les démonstrations les plus flatteuses. Élu de nouveau, après la révolution de Février, il prit à la nouvelle Chambre une situation prépondérante par la générosité de ses sentiments et la largeur de ses idées. L'avenir ouvrait devant lui les plus enviables perspectives, lorsque une mort presque subite le saisit dès le 15 septembre 1848, à Paris. [J. de L.] **1821-1828**

ARANA (Emmanuel-Brièg-José). — Né vallée Saint-Barthélemy (Mexique). **1834-1840**

ARAQUY (Eugène d'). — Né à Saint-Céré (Lot). **1818-1824**

ARBANÈRE (Alexandre-Pierre-Étienne). — Né à Cette. — Membre correspondant à l'Institut de France, correspondant de la Société royale asiatique de Londres, maire de Tonneins (Lot-et-Garonne). **1796-1801**

ARBANÈRE (Gustave). — Né à Tonneins (Lot-et-Garonne). **1836-1838**

ARBANÈRE (Louis). — Né à Tonneins. **1836-1838**

ARBLADE DE SEAILLE (Louis-Marie d'). — Né à Nérac, château de Seaille (Lot-et-Garonne), en février 1808. — Propriétaire agronome distingué. A obtenu dans divers concours régionaux de nombreuses médailles de bronze, d'argent et d'or pour ses divers produits, ses animaux, ses vignobles, ses assainissements, ses nivellements; maire de sa commune, il n'a jamais accepté aucune situation politique; avocat, juge de paix de son canton, il a comblé ses paysans de bienfaits, et a institué une rente annuelle et perpétuelle pour les familles pauvres chargées d'enfants. — Mort à Agen le 27 avril 1877. **1819-1828**

ARBOUSSIER (Adolphe d'). — Né à Montégut (Haute-Garonne). **1804-1812**

ARBOUSSIER (Ferdinand d'). — Né à Montégut (Haute-Garonne). **1804-1814**

ARBOZ (Castidio-Francisco-Nicolaï). — Né à Grenade (Espagne). 1835-1839

ARBUS DE LAPALME (Marie-Albert). — Né à Montauban le 6 avril 1831. — Engagé volontaire, sorti n° 12 de l'École de Saumur le 1er octobre 1861, sous-lieutenant au 9e cuirassiers en 1870, puis aux guides; capitaine-instructeur à Saint-Cyr. — Mort à Paris le 25 décembre 1884. 1844-1850

ARBUS DE LAPALME (Marie-Antoine-Alfred). — Né à Bruniquel (Tarn-et-Garonne) le 19 juillet 1832. 1848-1850

ARCHINARD (Jacques). — Né à Nîmes (Gard). 1802-1804

ARCHINARD (Léonce). — En Afrique. 1870

ARCIZAS (Georges-Paul-César d'**ESTANSAN**), ✻. — Né à Aulon (Haute-Garonne) le 10 janvier 1862. — Capitaine au 17e régiment de dragons, officier de remonte à Agen, vingt ans de service, six campagnes. 1872-1879

ARCIZET (Aristide). — Né aux Salvages (Tarn). — Négociant à Castres. 1838-1843

ARDÈNE (Jean-Antoine-Ernest). — Né à la Pointe-à-Pitre le 11 avril 1807. 1816-1826

ARDÈNE (Léon). — Né à Toulouse. 1860-1865

ARDIZONNE (Antonino). — Né à Catane (Sicile). — Courtier à Catania (Italie). 1872

ARDOIN (Jean). — Né à Marseille le 19 septembre 1883. 1893-1895

ARÉNA (Jean-Joseph-Édouard). — Né à Porto-Rico (Antilles) le 16 juin 1835. 1855-1859

ARGUIMBAUD (Joseph). — Né à Céladella (île Minorque). 1814-1818

ARGUIMBAUD (Jacques). — Né à Mahon (îles Baléares). 1817-1818

ARIBAT (Philippe). — Né à Castres le 15 août 1875. — Docteur en médecine à Paris. *Sergent-major.* 1887-1891

ARIÉS (Jean-Amand-Auguste). — Né à Saint-Pierre (Martinique). 1834-1835

ARMAGNAC (César d'). — Né à Paris. 1821-1825

ARMAGNAC (Jean d'). — Né à Cahors. 1858-1861

ARMAING (Henri). — Né à Montgiscard (Haute-Garonne). — Propriétaire à Montgiscard. **1861-1868**

ARMAN (Jean-François-Lucien), C. ✻, commandeur du Nichan-Ifticar. — Né à Bordeaux le 22 novembre 1811. — **Député** de Bordeaux, inventeur et constructeur de navires mixtes en fer et bois, membre du Conseil général de la Gironde, membre du Conseil municipal de Bordeaux et de la Chambre de commerce. Il fut élu député le 22 juin 1857 pour le canton de Libourne; il fut réélu le 1er juin 1863. — Mort à Bordeaux le 6 octobre 1873. **1823-1830**

ARMENENDARIS (Martial). — Né à Riana (Espagne). — A Madrid. **1803-1809**

ARNAL (Alfred). — Né à Moissac. — Ancien magistrat à Moissac. **1859-1863**

ARNAL (Denis). — Né à Pépieu (Aude) le 15 août 1862. — Propriétaire à Pépieu. **1875-1881**

ARNAL (Étienne-Hector-Louis). — Né le 30 octobre 1880. — A Milhau. **1896-1899**

ARNARÈS (Mariano). — Né à Madrid. **1807-1809**

ARNAUD (Pierre). — Né à Agde (Hérault). **1804-1807**

ARNAUD (Marc-Étienne). — Né à Peyriac-de-Mer (Aude). — A Narbonne. **1810-1815**

ARNAUD (Adolphe). — Né à Dourgne (Tarn). **1812-1814**

ARNAUD (Godefroy-Joseph). — Né à Dourgne. **1812-1815**

ARNAUD (Frédéric). — Né à Castres. **1818-1821**

ARNAUD (Guillaume). — Né à Saint-Denis (île Bourbon). — A Castres. **1858-1863**

ARNAUD (Flavien). — Né à Dourgne (Tarn). **1850-1858**

ARNAUD (Jules). — Né à Saint-Denis (île de la Réunion). **1860-1863**

ARNAUD (Alexandre). — Né à Nancy. — A Toulouse. **1867**

ARNAUD (Étienne). — Né à Narbonne le 24 janvier 1870. — Négociant en vins à Narbonne. **1878-1887**

ARNAUD (Auguste). — Né à Lespignan (Hérault) le 29 juin 1869. **1884-1886**

ARNAUD (Jean). — Né à Toulouse le 17 septembre 1882. — Mort d'accident. **1897-1898**

ARNAUNÉ (Paul-Marie-Antoine), ✻. — Né à Toulouse le 29 octobre 1848. — Ancien chef de section des télégraphistes militaires; a fait la campagne de 1870 dans l'armée de la Loire. — Percepteur des Contributions directes à Essonnes (Seine-et-Oise). **1865-1866**

ARNOUX (Louis-Charles). — Né à Saint-Pierre (Martinique). — Notaire très distingué, universellement estimé pour sa parfaite intégrité. **1816-1822**

ARNOUX (Jules-Joseph-Auguste). — Né à Basse-Terre. — Homme de lettres à Paris. **1822-1824**

ARQUE (Firmin). — Né à Durfort le 22 octobre 1888. — A l'École. **1896**

ARQUIER (Joseph). — Né le 30 octobre 1882 à Mireval-Lauragais (Aude). — En préparation à Saint-Cyr : à l'école Lacordaire, à Paris. **1894-1900**

ARRIBAT (Charles-François-Guillaume d'), de la généralité de Montauban, reçu à Sorèze le 31 décembre 1786. **1786**

ARRIÉTA (François). — Né à la Havane. **1836-1839**

ARRIÉTA (Victor). — Né à la Havane. **1838-1840**

ARRIGHI (Antoine-Louis-Alphonse). — Né à Sorèze le 25 août 1822. — Homme de lettres, auteur d'une *Histoire de Sorèze* (inédite); propriétaire. — Mort à Sorèze le 17 décembre 1900. **1832-1841**

ARTAUT (Joseph-Marie-Manuel). — Né à Toulouse. **1805-1806**

ARTAUT (André). — Né à Castillon (Ariège). — Ancien sous-préfet à Limoux. — *Sergent-major et étudiant d'honneur*. — Mort à Castillon en 1889.

« Je m'étonnais de n'avoir pas revu André Artaud à l'inauguration de la statue du P. Lacordaire, pour lequel il exprimait une admiration émue, qu'il a noblement fixée dans un remarquable discours prononcé à Sorèze en 1869. La maladie qui devait l'emporter le retenait déjà dans l'entourage de famille au milieu duquel il laisse un vide si douloureux. Je l'avais vu pour la première fois, peu de mois auparavant, quand il vint m'apporter le roman qu'il venait de publier, et j'avais été séduit aussitôt par la franchise de son regard et de son sourire, l'abandon chaleureux de sa causerie, l'élan spontané qui l'entraînait vers les sommets et qui l'avait détourné bientôt de la vie politique. *Sœur Anne* plaçait son auteur, dès le début, parmi ceux qui entendent relever le roman contemporain de son abaissement, porter haut la bannière de l'idéal et célébrer

les héroïsmes du devoir et du sacrifice. Il annonçait un second récit que la mort a arrêté, au moment où les abjections humaines et les corruptions des carrefours absorbent plus que jamais les études des prétendus naturalistes qu'on devrait appeler bien plutôt des tératologistes, car il semble à les lire qu'il n'y ait que des monstres dans l'humanité. » [J. de L. *Rapport*, 1890.] **1857-1864**

ARTAUT (Frédéric). — Né à Castillon. — Ancien fonctionnaire dans les Contributions directes. — Mort en 1889. **1858-1865**

ARTHAUD (Jean-Baptiste). — Né à la Guadeloupe. — Capitaine en retraite, domicilié à Paris. **1802-1806**

ARTIGUES (Joseph d'). — Né à Toulouse. — Manufacturier. **1854-1859**

ARTIGUES (Louis d'). — Né à Toulouse. — A Toulouse. **1855-1860**

ASPIT (d'). — *Voir* **SAINT-AMAND-D'ASPIT.**

ASSÉZAT (Edmond d'). — Né à Albi. — Maire de Tersac (Tarn). — Mort au château de Clairfont, commune de Tersac, en 1857. **1816-1823**

ASSÉZAT (Henri d'). — Né à Albi. — Ancien officier de cavalerie. — Mort à Toulouse. **1842-1848**

ASSÉZAT (Auguste de **PICARDEL** d'). — Né à Albi en 1813. — Propriétaire; peintre et musicien, lauréat de la prime départementale de la Société d'agriculture de la Haute-Garonne. — Domicilié au château de La Garrigue, commune de Gauré (Haute-Garonne); maire de Gauré depuis 1848 jusqu'à sa mort, survenue en 1882. **1826-1833**

ASSÉZAT (Alfred d'). — Né à Albi. — Propriétaire à Lavaur. **1849-1858**

ASSÉZAT (Auguste d'). — Né à Lavaur (Tarn) le 19 août 1882. **1897-1900**

ASSIÉ (Jean-David-Auguste). — Né à Revel (Haute-Garonne). **1821-1826**

ASSIÉ (Pierre-Élisée-Eugène). — Né à Revel. **1830-1835**

AST (Eugène-Maria-Éléna-Boni-Antonio-Francisco-Paul, baron de **NOVELÉ** d'). — Né à Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne) le 25 août 1850. — Chevalier de la Légion d'honneur, de Léopold de Belgique, de Gustave Wasa, en 1882, et du Mérite militaire d'Espagne. — Chef d'escadron major au 11e régiment de dragons à Tarascon-sur-Rhône, trente ans de service, deux campagnes en Algérie. **1867-1868**

ASTIER (Paul). — Né à Aspre (Hautes-Alpes). 1802-1803

ASTRE (François-Marie). — Né à Mirepoix (Ariège). 1818-1821

ASTRIÉ (Arsène). — Né à Ax (Ariège). — Maître de forges au château de Celles. — Mort en 1899. 1813-1817

ASTRIÉ (Gaspard). — Né à Ax (Ariège). — Docteur-médecin à Ax. — Mort en 1847. 1813-1817

ASTRIÉ (Adolphe). — Né à Ax. 1815-1821

ASTRIÉ (Henri). — Né à Ax. — Avoué à la Cour d'appel de Toulouse. 1815-1817

ASTRIÉ (Gaspard). — Né à Carcassonne. — Propriétaire à Trèbes (Aude). — Mort en 1887. 1864-1866

ASTRUC (Pierre-Célestin d'). — Né à Castelnaudary. — Propriétaire à Castelnaudary. 1812-1817

ASTRUC (Édouard d'). — Né à Gênes. 1848-1849

ASTRUC (Victor d'). — Né à Gênes. 1848-1852

ASTRUC (Pierre). — Né à Castres le 8 janvier 1883. — A Castres. 1897-1900

ASTRUC (Émile). — Né à Castres le 16 janvier 1886. — A l'École. 1899

AUBAS (Jean d'). — Né à Jegun (Gers). — A Montauban (Tarn-et-Gar.). 1859-1860

AUBERJON (Jean-Antoine-Paul-Serge, marquis d'). — Né à Limoux le 11 décembre 1772. — **Député** de 1820 à 1827; élu député de l'Aude le 13 novembre 1820, réélu le 25 février 1824 pour l'arrondissement de Castelnaudary, contre Rouger-Marie de Villasavary qui avait été son condisciple à Sorèze; **préfet** des Pyrénées-Orientales en 1824 et, peu après, de la Charente. Par lettres patentes du roi du 28 avril 1824, il reçut le titre de marquis. — Mort à Toulouse le 25 août 1832. 1784-1787

AUBERJON (Jean-Antoine d'), ✻. — Né à Gramazie, diocèse de Narbonne, en 1775. Ancien sous-préfet de Limoux. — Mort à Limoux en 1862. 1785-1790

AUBERJON (Germain-Marcel d'), frère des précédents. — Né à Limoux en 1778. — Propriétaire. — Mort à Limoux en 1864. 1790-1796

AUBERJON (Édouard d'). — Né à Saint-Félix (Haute-Garonne) le 25 septembre 1847. — Domicilié à Paris. 1856-1860

AUBERJON (Alfred-Victor, comte d'), ✲. — Né à Saint-Félix le 12 septembre 1844. Ancien officier de cavalerie, propriétaire à Saint-Félix, maire de Saint-Félix. **1856-1861**

AUBERJON (Edmond, vicomte d'), ✲. — Né à Saint-Félix (Haute-Garonne) le 25 mai 1846. — Chef d'escadrons au 3e régiment de chasseurs à Abbeville (Somme). — A Paris. **1856-1860**

AUBERT (Henri). — Né le 9 mai 1874. — A Cette. **1882-1886**

AUBÈS (Joseph). — Né à Nissan. — Propriétaire à Nissan (Hérault). **1868-1876**

AUBIN (Diogène). — Né à Bessan. **1802-1804**

AUBIN (Prosper). — Né à Bessan. **1804-1811**

AUBUISSON DE VOYSINS (Jean-François-Catherine d'). — Né à Toulouse le 16 août 1769. — Ingénieur en chef, directeur général des mines; mainteneur de l'Académie des Jeux Floraux. — Décédé à Toulouse le 20 août 1862. **1780-1784**

AUDÉOUD (Louis-Palamède). — Né à Paris. **1811-1816**

AUDOUY (Constant). — Né à Saint-Julia-de-Gras-Capou (Haute-Garonne) vers 1856. A Toulouse. **1867**

AUDOY (François-Armand), ✲. — Né à Lavaur (Tarn) le 24 février 1825. — Avocat à la Cour d'appel de Paris jusqu'en 1870, collabora longtemps dans les grands journaux et notamment dans *le Temps;* ancien préfet du Lot-et-Garonne. « La « paix conclue, à la fin de la désastreuse guerre allemande, Audoy fut désigné « pour administrer un de nos départements encore occupé par l'ennemi. Quelle « effrayante responsabilité, et combien, si l'on se reporte par la pensée à cette « triste époque, il fallait de patriotisme pour accepter une si lourde tâche et de « tact pour la mener à bien. De cette époque de sa vie, Audoy a écrit un épisode : « *Sous l'occupation allemande,* pages encore chaudes d'émotion patriotique et « de douleur contenue, où le vaincu se redresse et grandit en une revanche de « supériorité morale et de véritable dignité. »

Receveur particulier à Vendôme, puis à Castres, il fut, en 1880, nommé trésorier-payeur général à Montauban (Tarn-et-Garonne), où il mourut le 24 février 1892. [H. C.] **1838-1844**

AUDOY (Léon-Victor), C. ✲, colonel d'artillerie. — Né à Pau en 1829. — Fils de Hippolyte Audoy, ingénieur des constructions navales, et de Eugénie de Morancy, il descendait d'une vieille famille du Tarn. Son grand-père avait été

député du Tarn à la Convention, et son oncle, le général Audoy, aide-de-camp, sous le Premier Empire, du général Rogniat, était devenu, à sa retraite, président du Conseil général du Tarn. Léon Audoy fit toutes ses études à Sorèze, de 1838 à 1845, en compagnie de son frère Armand, qui fut lui-même préfet et trésorier général. Il garda toute sa vie pour l'École le culte le plus profond, et s'honorait pendant ses dernières années d'être le vice-président de l'Association sorézienne.

Reçu à l'École polytechnique en 1848, il fut, soit à Polytechnique, soit à l'École d'application de Fontainebleau, le camarade des généraux Ladvocat, Voisin, de Miribel et de Vaulgrenant. Nommé lieutenant, il tint d'abord garnison à Strasbourg et à Douai, puis fut envoyé en Algérie, à Laghouat, et de là en Crimée. Il fit le siège de Sébastopol et rentra en France chevalier de la Légion d'honneur et capitaine. Après de longues garnisons à Strasbourg et à Metz, il fut, en 1870, encadré dans l'armée du maréchal Bazaine. Il commandait la 11e batterie du 13e régiment d'artillerie et fut engagé dans la bataille de Rézonville. Écrasée par la supériorité de l'artillerie ennemie, la batterie Audoy dut se retirer, après trente-cinq minutes de tir, pour aller réparer ses affûts, se remonter en chevaux et en munitions; elle revint ensuite au combat, soutenue par sa batterie régimentaire voisine, la 12e, et réussit cette fois à arrêter le feu de l'ennemi. Dans ce second engagement, la batterie Audoy avait tiré 300 obus ordinaires et perdu 11 hommes et 1 caisson. Le capitaine Audoy et sa batterie se trouvèrent aussi engagés, le 1er septembre, à la bataille de Servigny. Envoyé en captivité à Cologne après la capitulation, à laquelle il avait fait la plus vive opposition, il contracta pendant ce terrible hiver le germe de l'emphysème pulmonaire qui devait plus tard l'emporter.

Promu, à sa rentrée en France, officier de la Légion d'honneur et chef d'escadrons, il fut classé au 18e régiment d'artillerie à Toulouse. Lieutenant-colonel en 1878 et sous-directeur de l'artillerie à Versailles, il fut nommé colonel le 21 janvier 1882 et directeur de l'Arsenal de Toulouse; en 1886, il passa au commandement du 19e régiment d'artillerie à Nîmes, et il était proposé pour le grade de général de brigade et sur le point d'obtenir les étoiles lorsque la maladie qu'il avait contractée en captivité fit de rapides progrès et le mit dans l'impossibilité de monter à cheval et de supporter les fatigues d'un commandement. Il fut obligé de prendre, le 16 avril 1888, une retraite prématurée, et reçut à son départ la cravate de commandeur, accompagnée d'une flatteuse lettre de regrets et d'estime du Ministre de la guerre.

Il se retira au château des Cambards, près de Lavaur, où il mourut le 31 octobre 1896. Le souvenir de son affabilité charmante vit encore chez les anciens Soréziens, au milieu desquels il aimait tant à se retrouver. [M. S.] **1838-1845**

AUDOY (René). — Né à Paris le 18 mars 1863. — Ancien officier de dragons, receveur des finances à Mauléon (Basses-Pyrénées). **1877-1878**

AUDOY (André). — Né à Paris le 27 avril 1865. — Propriétaire au château des Cambards, par Saint-Sulpice (Tarn). **1877-1879**

AUDRY (Pierre). — Né à Rochefort. **1803**

AUDRY (Pierre). — Né à Burgères (Charente-Inférieure). **1807**

AUGIER (Joseph). — Né à Saint-Tropez (Var). **1802-1804**

AUGIER (Maurice d'). — Né à Agde (Hérault). — A Somail (Aude). **1864-1866**

AUGUSTINI (Ernest). — Né à Pontrieux (Côtes-du-Nord) en novembre 1864. — Minoterie de Saint-Sauveur, à Guingamp. **1877-1878**

AUGUSTINI (Léon). — Né à Pontrieux le 30 avril 1860. — Minoterie de Saint-veur, à Guingamp. **1877-1878**

AUGUY DE CAMBOUS (Édouard). — Né à Gignac (Hérault). **1818-1823**

AULY (Sauveur). — Né à Campredon (Catalogne). **1822-1826**

AUNE (Charles-Marius). — Né à Cannes (Alpes-Maritimes). **1834-1839**

AUQUE (Albert). — Né à Mazamet le 16 février 1869. — Y décédé. **1878-1885**

AURIAS (Adrien). — Né à Pézenas en 1851. — *Sergent-major à l'École.* Entré à l'École centrale en 1871, ingénieur civil; propriétaire au domaine du Moulinas, près Caux (Hérault). **1861-1870**

AURIFEUILLE (Auguste). — Né à Toulouse. — Moine cistercien à Lérins. **1866**

AURIOL (Louis). — Né à Lempaut (Tarn). **1790-1803**

AURIOL (Eugène). — Né à Cette. **1818-1825**

AURIOL (Alexis-Jean-Jacques). — Né à Cette. — Ingénieur à Gray. **1821-1829**

AURIOL (Maurice). — Né à Cette. — Admis à l'École polytechnique en 1830. **1825-1830**

AURIOL (Jean-Joseph-Marie-Pauline-Ulysse). — Né à Loubens, près de Caraman, le 16 avril 1835. — Entré à Saint-Cyr en 1852 dans un rang excellent; il dut à la guerre de Crimée d'être nommé sous-lieutenant après une seule année d'école. Il fut incorporé d'abord au 23e de ligne où il se fit remarquer par ses qualités

et son zèle. Passé lieutenant dans les voltigeurs de la garde, il fit partie pendant la guerre d'Italie du III[e] corps, commandé par Canrobert. Il fut tué le 4 juin 1859, sur le champ de bataille de Magenta, après avoir reçu trois blessures, à la tête, à l'épaule et à la poitrine. **1844-1852**

AURIOL (Le R. P. Agathe-Marie-Thérèse-Victor-Élie). — Né à Loubens (Haute-Garonne), le 20 décembre 1840. — Dominicain enseignant à l'école Albert-le-Grand, à Arcueil (Seine). **1850-1856**

AURIOL (Adrien-François-Louis-Raymond), chevalier du Mérite agricole et de l'Ordre royal du Cambodge. — Né le 11 novembre 1855 à Busque, canton de Graulhet (Tarn). — Propriétaire à Busque, ingénieur-agronome de l'Institut national agronomique, ancien professeur d'agriculture d'Oran et de l'Aude. **1870-1872**

AURIOL-MAISON (Jean-Xavier-Joseph d'). — Né à Léguevin (Haute-Garonne) en 1836. — Propriétaire à Toulouse. — Mort à Paris le 28 février 1888. — Ce fut le second *étudiant d'honneur* nommé par le P. Lacordaire. **1851-1856**

AURIOL-MAISON (Joseph-Victor-Xavier d'). — Né à Toulouse le 29 décembre 1840. — Ancien président du Conseil d'Administration de la Société de Toulouse *Compagnie mutuelle d'assurances contre la grêle à Toulouse*. — Résidant au château de Salas, près Toulouse. **1851-1859**

AURIOL-MAISON (Louis-Joseph-Gustave d'). — Né à Toulouse le 24 août 1874. — Officier de réserve. — Propriétaire à Montech (Tarn-et-Garonne). **1884-1888**

AUROUS (Jules). — Né à Castres. — Ingénieur en chef des constructions navales de l'État. **1839-1840**

AUSOCO (Benoît). — Né à Quirinal (Espagne). — Homme de lettres. **1815**

AUSSET (Émile). — Né à Molières (Tarn-et-Garonne). **1857-1859**

AUSSILLOUS (Pierre-Étienne-Constance). — Né à Saint-Amans-Valtoret (Tarn) le 23 septembre 1815. — Maire de Saint-Amans de 1855 à 1870, docteur-médecin. — Mort en 1884. **1829-1834**

AUSSILLOUS (Marie-Alphonse-Charles). — Né à Saint-Amans-Valtoret (Tarn) le 6 septembre 1820. — Négociant à St-Amans. — Mort le 22 juillet 1844. **1834-1840**

AUTHIER-ORLU (Antoine-Étienne). — Né à Ax (Ariège). — Propriétaire au château de Secourieu, commune de Cintegabelle (Haute-Garonne). — Mort en 1888. **1815-1818**

AUTIER (Guillaume-Hyacinthe). — Né à Lavelanet (Ariège). 1811-1812

AUTRUSSEAU (Louis). — Né à Saint-Domingue. 1795-1801

AUZAC (Georges d'). — Né à Agen en 1842. — Licencié en droit; consul d'Autriche et de Suède de 1873 à 1882; camérier secret de cape et d'épée en 1895; commandeur des ordres du Christ de Portugal, d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne; chevalier de François-Joseph d'Autriche, de Saint-Olaff de Suède, de Saint-Grégoire-le-Grand. — Habite Nice et Agen. 1859-1860

AVAR (Jean). — Né à Carcassonne. 1802-1805

AVER (Marc-Antoine-Marcelin d'). — Né à Châteauneuf. 1816-1820

AVER (Jean-Baptiste d'). — Né à Châteauneuf. 1816-1823

AVER (Benjamin-Adophe d'). — Né à Châteauneuf. — Domicilié à Grasse. 1819-1822

AVESSENS DE MONCAL (Pierre-Charles-Eugène, comte d'). — Né à Toulouse en 1805. — Propriétaire et agriculteur; propagateur des méthodes nouvelles en son château de Lagardiolle (Tarn); maire pendant de longues années de la commune de Lagardiolle. — Décédé le 9 mai 1892. 1814-1819

AVIGNON (Émile). — Né à Fangeaux (Aude). 1825-1826

AVIGNON (Aimé-Prosper). — Né à Sainte-Colombe (Aude). 1826-1831

AVIGNON (Adolphe-Pascal-Jules). — Né à Bélesta (Aude). 1830-1836

AVIGNON (André-Fortuné-Hector). — Né à Bélesta le 18 juillet 1814. 1830-1834

AVOGADRO (Joseph), lieutenant-colonel. — M. Charles Dejob, professeur à la Faculté des lettres de Paris, a publié, il y a quelques années, un remarquable ouvrage sur l'*Instruction publique en Italie et en France au dix-neuvième siècle*. Le volume contient un Appendice sur les Italiens qui furent professeurs ou élèves à l'École de Sorèze pendant la Révolution et l'Empire. C'est là que l'on peut retrouver le nom de Joseph Avogadro, qui entra à Sorèze en 1803, prit du service dans son pays et devint lieutenant-colonel d'infanterie. 1803

AX DE VAUDRICOURT (François d'). — Né au château de Vaudricourt, près Castres le 11 novembre 1875. 1892-1893

AYMA (Jean). — Né à Bergerac (Dordogne). 1802-1804

AYMOND (Loustin-Jean-Michel-Vincent). — Né à Alénya (Pyrénées-Orientales) le 15 février 1818. **1834-1837**

AYNARD (Louis). — Né au Somaïl. — A Carcassonne. **1823-1827**

AYNARD (Victor). — Né le 13 mars 1873. — A Carcassonne. **1891-1892**

AYRAL (Louis-Bernard-Camille). — Né à Saint-Nicolas-de-la-Grave le 15 novembre 1852. — Docteur en droit, lauréat de la Faculté des lettres et de la Faculté de droit (concours entre docteurs) de Toulouse; diplômé, lauréat du grand prix (mission en Angleterre, juin-septembre 1884) et ancien président de la Société des anciens élèves de l'École des sciences politiques; secrétaire de la Conférence du stage à la Cour d'appel de Toulouse et à la Cour de cassation. Avocat à la Cour d'appel de Paris. **1864-1870**

AYRIMA (Joseph-Selve d'). — Né à Revel (Haute-Garonne). — Propriétaire. — Mort à Toulouse. **1814-1819**

AZAIS (Pierre-Hyacinthe). — L'éducation ouverte de Sorèze favorisait les initiatives et l'essor individuel. Nul n'en donna mieux la preuve que Pierre-Hyacinthe Azaïs, doublement sorézien, puisqu'il naquit, en 1760, dans la petite ville qui doit sa renommée à l'École où il suivit le cours entier de ses études classiques. Son père y enseignait la musique, et il y fit entendre des messes et des motets de sa composition, ainsi que des sonates et duos pour violoncelle, et publia une méthode nouvelle de musique.

Musicien lui-même, doué d'une vive intelligence qui lui attirait les sympathies, le jeune Azaïs fut pris en affection par les Bénédictins, surtout par l'un d'eux, professeur de physique, qui lui inspira le goût des études élevées et spéculatives. L'égale attention qu'il accorda aux sciences et aux lettres porta ses fruits dans toutes les productions de son esprit. Quand il sortit de l'École, son père venait de se marier pour la troisième fois. Se voyant seul, d'ailleurs rêveur et mélancolique, il voulut se réfugier dans un cloître, mais on lui conseilla d'entrer dans une congrégation où il ne s'engagerait que pour un an, et il choisit celle des Doctrinaires. Il y connut Daunou, Laromiguière et d'autres penseurs. Après six mois de noviciat, il fut envoyé, en qualité de régent de cinquième, au collège de Tarbes, mais la monotonie du professorat lassa bientôt son caractère inquiet et ardent. Il écrivit à son père une lettre désespérée qui tomba sous les yeux de l'évêque d'Oloron. Le prélat, frappé et touché, le prit pour secrétaire; mais cette vie dépendante ne lui convint pas davantage et il alla rejoindre son père qui venait de s'établir à Toulouse. Hésitant entre les plaidoiries que son

père lui conseillait pour le fixer auprès de lui, et les ponts et chaussées qui lui souriaient mieux, il finit par s'engager comme organiste à Villemagne, près de Béziers.

Après quelques semaines d'enthousiasme pour l'art et la nature qui l'entourait, il se découragea bientôt de même et saisit avec empressement l'occasion qui s'offrit de devenir le précepteur des fils du vicomte de Bosc, riche propriétaire des Cévennes. C'est là que la Révolution le trouva. Son âme généreuse fut séduite d'abord par les nouveaux principes, mais elle ne tarda pas à être soulevée par les violences et l'impiété qu'ils déchaînèrent bientôt. L'indignation inspira son premier écrit, brochure véhémente qui le fit poursuivre et condamner à la déportation. Il parvint à se dérober et se réfugier chez les Sœurs de charité de l'hôpital de Tarbes. C'est pendant les dix-huit mois qu'il y passa que ses méditations le conduisirent à la doctrine des Compensations qui devait l'illustrer. Afin d'être plus recueilli encore, il s'abrita dans une retraite au milieu de l'harmonieuse et souriante vallée de Campan. Il y connut Mme Cottin, et un projet de mariage qui n'aboutit pas s'ébaucha même entre eux.

Possédé par ses pensées et n'ayant d'autre ambition que leur succès, il partit pour Paris en 1806. Il y lança ses premiers essais qui attirèrent la curiosité. Napoléon lui-même, qui n'aimait pas les idéologues, accueillit volontiers une doctrine qui prêchait la résignation au peuple, et il nomma l'auteur professeur au prytanée de Saint-Cyr. Entre ses leçons, Azaïs fit la connaissance de la veuve d'un officier tué à Austerlitz, Mme Berger, et l'épousa. Lorsque le Prytanée fut transféré à La Flèche, il revint à Paris.

Il y publia, après dix-huit mois, en 1809, un *Traité des Compensations*. La doctrine en est inspirée par un vrai sentiment religieux et par une philosophique appréciation de la destinée humaine. Le sort de l'homme, dit-elle, est l'œuvre de la nature entière et tous les hommes sont égaux par leur sort. En examinant toutes les situations, tous les états et tous les âges, en énumérant les inconvénients et les avantages, les plaisirs et les peines, on reconnaît que tout accident trouve son correctif dans son contraire : les biens de fortune, par exemple, dans les périls, les satiétés et les inquiétudes. C'est dans ce partage des joies et des misères que consiste la véritable égalité, la seule que puissent établir les hommes, essence du bien qui nous attache les uns aux autres.

La loi des compensations est d'ailleurs la loi de l'histoire, la plus ancienne, la plus constante, celle que tous appliquent sans y songer, ainsi que l'indiquent la plupart des proverbes populaires. Le balancement exact entre le bonheur plus éclatant que frappe un malheur plus intense, entre les effets et les causes, l'action et la réaction justifie l'ordre rétabli par la Providence. Toujours juste et miséricordieuse, elle a réparti à chacune des générations humaines la même somme

de peines et de félicités. C'est un optimisme inspiré par une pensée religieuse et transporté de la science dans la morale. C'est aussi un livre convaincu, plein d'aperçus profonds et fins, de vues originales, de méditations élevées et surtout consolatrices.

Il obtint succès et renommée, mais attira peu de profit. Azaïs, sans fortune, accepta, en 1811, une place d'inspecteur de la librairie à Avignon, puis à Nancy. En 1815, fidèle au géant vaincu, il publia une brochure vibrante d'une admiration chaleureuse pour l'Empereur. Il perdit sa place, passa quelques années presque dans la détresse, mais s'appliquant à lui-même son système, par sa douce philosophie résignée et par sa confiance obstinée dans l'idée qui le pénétrait. Le bonheur, en effet, revint vers lui. Il avait des amis qui intervinrent en sa faveur; Mme du Cayla l'appuya chaudement, et M. Decazes lui accorda une pension de 6,000 francs.

Elle lui permit de se livrer en toute sécurité à ses travaux philosophiques. Il publia divers Traités[1] et, dans les étés de 1827 et de 1828, il donna le soir, à la chute du jour, deux fois par semaine, dans son jardin vaste et tranquille, des conférences qui furent très goûtées. Une société nombreuse d'hommes graves, de jeunes gens, de femmes élégantes se pressait sous les grands arbres de la paisible demeure et se plaisait à écouter ce vieillard aux longs cheveux blancs, dont la simplicité de maintien et de costume, l'expression de bonté, la parole éloquente et persuasive, douce et élevée, rappelaient les entretiens des sages de la Grèce avec leurs disciples.

Ce philosophe plein d'aménité, cet homme de bien qui conserva dans des jours terribles et pour lui souvent difficiles l'indépendance de caractère, la droiture des sentiments, la sérénité de l'âme, mourut à Paris en 1845. [J. DE L.].

AZAIS (EUGÈNE). — Né à Saint-Paul de Fenouillet (Pyrénées-Orientales). **1822-1828**

AZAIS (ABEL-ALEXANDRE-ISIDORE). — Né à Vianne, près Castres, le 14 février 1800. — Propriétaire à Lacaune (Tarn). **1813-1818**

AZAIS (JEAN-PIERRE-ALIMA). — Né à Fabrègue (Hérault). **1825-1828**

AZAM (JOSEPH). — Né et propriétaire à Salles-d'Aude. **1861-1866**

AZAM (HENRI). — Né à Coursan (Aude). — Propriétaire à Toulouse. **1861-1866**

1. *Système universel* (1812), *Manuel de philosophie* (1816), *Du sort de l'homme dans toutes les conditions* (1820), *Cours de philosophie générale* (1820), *Jugement impartial de Napoléon* (1822), *Explication universelle* (1826), *Jeunesse, maturité, religion, philosophie* (1837).

AZAM (Raymond). — Né à Mazamet. — A l'École. **1900**

AZAM-DIJON (Joseph-Antoine-Victor). — Né à Castelnau-de-Lévi (Tarn) le 25 février 1831. — Ancien banquier. **1841-1846**

AZAM-DIJON (Albert). — Né à Albi. **1855-1857**

AZÉMA (Jean). — Né à Toulouse. **1798-1803**

AZÉMA (Joseph). — Né à Lombez (Gers). **1799-1807**

AZÉMA (Jean-Bernard-Hippolyte). — Né à Saverdun (Ariège) le 17 mai 1823. — Propriétaire-agriculteur, commandant de la garde nationale, plusieurs fois lauréat des concours agricoles de Pamiers, auteur de fables patoises et de poésies diverses. — Mort à Saverdun le 3 janvier 1899. **1837-1840**

Les Soréziens, la veille d'Austerlitz.